

IRAM

Fonds documentaire numérisé

Auteur : CORREZE, Annette, Doucet, Marie-Jo

Titre : « La transition et les femmes rurales », in *Etat des travaux sur les indicateurs de transition*, pp. 251 à 277

Editeur : AMIRA, AFIRD, Paris

Date : 1983

NOTE DE TRAVAIL INDICATEURS N° 24

LA TRANSITION ET LES FEMMES RURALES

Annette CORREZE et Marie-Jo DOUCET

Mars et Octobre 1980

L'introduction, par le colonisateur, des cultures de rente, la substitution de sa monnaie aux systèmes d'échanges locaux, l'introduction des produits manufacturés et la ponction monétaire par le biais de l'impôt, ont amené de nombreux bouleversements dans les conditions de la production agricole et du contrôle de celle-ci par les groupes humains, quelles que soient leurs formes d'organisation.

La majeure partie des femmes rurales africaines est concernée par la production agricole :

- soit qu'elles y participent directement à des degrés divers, sur le champ familial et sur leur champ personnel ;
- soit qu'elles tirent des activités de transformation des produits agricoles et de la vente une part importante de leurs revenus ;
- soit que le rôle, qui leur est partout dévolu, de nourrir et d'entretenir la famille, les rende particulièrement sensibles aux bouleversements qui se font sentir dans ce domaine : augmentation des prix des produits vivriers, difficultés d'approvisionnement, etc...).

Nous tenterons d'analyser les conséquences que les changements des conditions de production entraînent pour les femmes à propos du travail, de l'accès à l'usage de la terre et du contrôle social de la production. Ensuite, et bien qu'il y ait interaction permanente entre production et reproduction et nécessité de satisfaire leurs besoins propres dans le champ de leur action réciproque, nous exposerons les changements observés au niveau de la reproduction sociale, en particulier, contrôle de la circulation des femmes, filiation, systèmes éducatifs, systèmes de représentation et idéologie. Les exemples concrets qui seront évoqués ont été recueillis au Niger dans une période allant de 1964 à 1979, principalement en milieu Hausa, à l'occasion d'interventions, de courte et longue durée, dans les domaines de la formation et de l'organisation, ainsi que l'évaluation de projets.

Nous rendrons également compte d'observations et d'analyses faites par nous-mêmes ou par d'autres personnes (voir bibliographie), en région sahélienne (Mali, Haute-Volta) et forestière (Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, R.C.A.).

LA PRODUCTION

La production agricole est obtenue sur les champs cultivés en commun par tous les membres de la famille (gandu) et sur des parcelles individuelles distribuées aux femmes et aux fils adultes (gamana, gayamna).

Les femmes bénéficient d'un usage annuel de la parcelle qui leur est attribuée le plus souvent par leur mari. Elles disposent de la récolte et des revenus que celle-ci lui procure. Certaines femmes possèdent des terres en propre, qu'elles ont reçues en héritage ou qu'elles ont achetées, pour les plus riches d'entre elles ; d'autres les louent à long terme.

Traditionnellement, la femme travaille quatre jours sur le gandu et dispose de trois autres jours pour cultiver son propre champ. Ses enfants la rejoignent un jour par semaine.

La récolte et les revenus tirés des produits de rente (arachides) du gandu sont gérés par le chef de famille qui assure les céréales (mil) nécessaires à la préparation d'au moins un repas par jour.

Des transformations importantes se sont dessinées, qui concernent :

1.- Le travail

Les femmes ne participent plus qu'aux travaux de semis et de récolte sur le gandu et apportent la nourriture aux travailleurs.

Les chefs de famille ont des difficultés de plus en plus grandes à faire face aux obligations familiales qui leur incombent : l'appauvrissement des sols, la détérioration du prix de l'arachide ont réduit les revenus qu'ils tirent de leur travail en même temps que les pressions monétaires augmentent et se multiplient.

Ils doivent concéder aux femmes une plus libre disposition de leur temps et de leur travail qu'elles consacrent aux activités agricoles sur leurs parcelles, à la transformation des produits (extraction de l'huile, préparation des plats cuisinés...) et au petit commerce.

Elles recourent davantage au travail des enfants, pour lesquels elles assurent de plus en plus les dépenses d'alimentation, habillement et santé, ce qui provoque des conflits.

Ainsi, non seulement les normes de la division sexuelle du travail sont remises en question, mais la force de travail fait l'objet d'un rapport de forces entre les hommes et les femmes, elle devient un enjeu, acquiert une valeur marchande et les conditions d'arbitrage dans les conflits qui surgissent à propos du travail sont modifiées du fait de l'éclatement des grandes familles et de la tendance générale vers des unités familiales restreintes.

Les exemples de salariat agricole féminin semblent encore constituer des cas peu fréquents au Niger jusqu'à présent ; en Côte d'Ivoire les femmes se constituent en groupes de travail pour la récolte du riz : la rémunération insuffisante (voire la non-rémunération) provoque de vives réactions de leur part. L'introduction de cultures de rente induit des transformations qu'il serait important d'étudier de plus près :

- en R.C.A., l'introduction du coton dans une zone productrice de mil - cultivé en commun par les hommes et les femmes - a entraîné la substitution de celui-ci par le manioc - exclusivement produit par les femmes - et donc une charge de travail accrue pour celles-ci.
- au Cameroun, les femmes sont requises pour la récolte et l'écabossage des gousses de cacao au moment où l'arachide - cultivée par les femmes - exige des travaux ; d'où journée de travail plus longue, fatigue, conflits...

2.- La terre

Moyen de travail essentiel, l'usage de la terre fait l'objet de règles qui sont de plus en plus souvent contournées ou caduques : introduction de cultures de rente , tendance à l'appropriation individualisée, intervention de l'Etat par le biais de l'aménagement hydro-agricole des terres et des projets de productivité.

Dans ce contexte, les femmes, qui ont accès à un usage précaire de la terre dans le cadre des rapports familiaux, comme on l'a vu plus haut, perdent progressivement la possibilité de produire :

- les parcelles qui leur sont attribuées sont toujours plus éloignées du village ce qui ajoute des déplacements longs et fatigants aux travaux agricoles proprement dits ;
- les investissements autres que le travail (engrais, plantations d'arbres, etc..) par les femmes, sont nuls du fait de la précarité de l'usage qu'elles ont de la parcelle ;
- la mise en valeur, par l'irrigation, et la spéculation sur les terres, excluent d'abord les femmes de l'accès à la terre dans la mesure où les parcelles aménagées sont attribuées aux chefs de famille, considérés comme unique chef d'exploitation dans la famille, et l'acquisition d'un droit permanent sur la terre passe de plus en plus par l'argent.

Une enquête récente dans la région Sud de Dogou-Doutchi met en évidence quelques cas de défrichage et d'achat de terres par des femmes soucieuses de s'assurer la pérennité de l'usage des champs ainsi acquis.

Des observations identiques ont été faites au Cameroun (Centre Sud) où les plantations (cacao) établies à proximité des villages rejettent toujours plus loin de ceux-ci les cultures vivrières, assurées par les femmes.

Les difficultés accrues pour les femmes d'accès à l'usage de la terre menacent celles-ci dans leur possibilité de s'assurer un revenu autonome et, pour un nombre grandissant d'entre elles, dans leurs moyens de survie ; menace aggravée par l'intérêt de plus en plus grand manifesté par les hommes pour la production vivrière dont une part de plus en plus importante arrive sur le marché et procure des revenus monétaires non-négligeables.

3.- Le contrôle social du produit

Dans la communauté domestique, la pratique de l'agriculture céréalière implique une production différée par rapport à l'investissement en travail dans la terre. Cette production est stockée et gérée par le chef de famille, généralement l'aîné, de manière à couvrir les besoins des producteurs (hommes et femmes) qui, du fait de leur appartenance au groupe et de leur participation à la production, ont également accès aux semences lorsque le cycle agricole recommence.

La pénétration de l'économie marchande et l'intervention de l'Etat ont entraîné la substitution des comportements individuels aux comportements communautaires ainsi que de nombreuses répercussions au niveau des femmes.

3.1. Les semences

Jusqu'à une période relativement récente, non seulement les femmes avaient accès aux semences, mais elles en assuraient la garde et la distribution selon une organisation définie pour l'ensemble du groupe. L'intervention de l'Etat, particulièrement dans le cadre des projets "semenciers" et "productivité" supprime cette organisation au profit d'un dispositif qui n'est plus contrôlé par le groupe producteur et dont les femmes sont - de facto - exclues en tant qu'utilisatrices de semences puisque seuls les hommes sont considérés comme chefs d'exploitation (assimilation chef de famille-chef d'exploitation).

Les faiblesses de l'intervention de l'Etat (retards et/ou insuffisance d'approvisionnement) favorisent le développement d'une véritable spéculation autour des semences au profit d'individus (hommes et femmes) dont les ressources monétaires leur permettent d'effectuer des achats au moment de la récolte et de vendre ou prêter des semences, à la période des semis, à des taux usuraires. S'il est bien évident que ce constat s'applique indifféremment aux hommes et aux femmes, il est cependant certain que les conséquences sont aggravées par les conditions de production, évoquées plus haut, spécifiques aux femmes.

3.2. Les produits vivriers

- 1) La production vivrière est de plus en plus exclusivement assurée par les femmes là où elle était essentiellement assurée par les hommes.
Outre les "cultures de case" (condiments destinés à la préparation de la sauce qui accompagne le plat de mil), les femmes cultivaient sur leur "gamana" l'arachide ou le voandzou, selon les régions, pour les transformer et/ou pour les vendre sur le marché. Le mil est associé de plus en plus systématiquement à ces spéculations et dans des proportions de plus en plus importantes.
Cette tendance est plus forte encore dans d'autres pays : en R.C.A., l'introduction de la culture du coton, en mobilisant le travail des hommes, et pour une part importante celui des femmes, a eu pour conséquence la substitution de la production du mil par le manioc, culture assurée exclusivement par les femmes ; au Cameroun, dans la plupart des régions, la totalité de la production vivrière est assurée par les femmes qui participent en outre aux travaux sur les plantations.

- 2) La production vivrière devient une marchandise. D'une part, les pressions monétaires multiples et de plus en plus importantes entraînent la commercialisation du vivrier, y compris de la part qui serait normalement auto-consommée : vente de mil pour payer l'impôt, pour faire face à des dépenses sociales, etc... ; d'autre part, l'urbanisation a développé les échanges entre les villes et le milieu rural et a suscité "un marché du vivrier" relativement rémunérateur qui échappe de plus en plus aux productrices au profit des intermédiaires commerçants.
En outre, les hommes, auxquels l'intérêt financier n'a pas échappé, (re) deviennent des producteurs de vivrier (banane plantain dans certaines régions du Cameroun, manioc en République Populaire du Congo, cultures maraichères à peu près partout). Même les produits de cueillettes (karité en Haute-Volta et au Mali, par exemple), jusqu'alors domaine réservé des femmes, deviennent pour les hommes une source de revenus.

" Tant à l'Ouest qu'à l'Est de la Haute-Volta les femmes évoquent la concurrence qui s'accroît entre femmes pour la cueillette du karité et du néré. A l'Ouest on parle même de concurrence entre hommes et femmes : certains hommes se réservent le karité de leurs champs. Ils font appel à une association de femmes pour le ramasser, en tirer du beurre de karité, ils vendront ce beurre ou l'utiliseront à l'occasion d'une association de culture. D'autres encore vendent le karité aux femmes. S'ils s'intéressent maintenant à ce produit c'est parce qu'il se vend bien, il y a beaucoup d'acheteurs, notamment pour les usines (CITEC à Bobo Dioulasso) et pour l'exportation"

"Celles qui commercialisent les produits à l'état brut (à l'Ouest surtout) considèrent que le prix est faible par rapport à l'effort fourni. Les commerçants font des dépôts d'argent chez des villageois et elles viennent vendre individuellement quand elles ont besoin d'argent. Elles savent pourtant que les prix peuvent doubler ou tripler par la suite " (Construire ensemble - CESA0).

Il faut ici souligner la conséquence directe qui s'applique à l'alimentation des producteurs et que l'on observe, lorsque le vivrier devient une marchandise : la qualité de l'alimentation se détériore non seulement sur le plan qualitatif mais aussi du point de vue quantitatif.

"Sur le plan de la circulation du mil proprement dit nous constatons que les femmes ont joué un rôle de conservation et d'équilibre. Ce sont elles qui ont évité une fuite excessive des céréales en dehors de la communauté villageoise, d'une part en ne vendant pas ce qu'elles avaient elles-mêmes récolté, d'autre part en rachetant une partie de ce que certains de leurs partenaires masculins vendaient".(Cl. Raynaud).

3) La circulation marchande des aliments.

Les ressources (en nature ou monétaires) que les femmes tirent de leur production agricole obtenue sur les parcelles dont elles ont l'usage étaient destinées pour partie à l'alimentation familiale, pour partie aux échanges sociaux et aux dépenses personnelles de la femme.

La détérioration économique qui frappe aussi bien les hommes que les femmes généralise cette répartition des tâches en même temps qu'elle revêt un caractère marchand :

"Comme autrefois, c'est seulement pendant l'hivernage que l'alimentation du gida repose presque entièrement sur les produits des champs collectifs. En saison sèche l'époux n'assure tout au plus qu'un repas sur deux, généralement le plus léger (fura), le complément c'est le mil des femmes qui le fournit, soit directement, soit par le biais du commerce (plats cuisinés).

Durant l'hivernage, cette activité cesse pratiquement, la presque totalité de la nourriture étant préparée au sein du gida.

Une part importante du transfert (de céréales) se fait sous forme commerciale et les femmes réussissent ainsi à faire payer par les hommes non seulement le mil qu'elles leur fournissent, mais aussi le travail apporté pour la transformation".

Système semblable observé il y a plus de 30 ans chez les Maguzawa (Sté hausa traditionnelle pré-islamique des environs de Kano).

"Aujourd'hui c'est devenu une pratique générale au sein de la communauté rurale qu'une grande partie de la nourriture consommée durant 8 mois de l'année est distribuée de cette manière".

3.3. La transformation des produits agricoles et la commercialisation

Dans de nombreux pays on assiste à une dépossession progressive des femmes de leurs activités de transformation par la petite et grande industrialisation. Pour de nombreuses femmes rurales ces activités sont une source importante de revenus : fabrication d'huile d'arachide, de beurre de karité, décorticage et étuvage du riz, transformation du manioc, fabrication de plats cuisinés, etc...

Si un marché réel existe encore pour ces produits, il est menacé par la mise en place d'industries agro-alimentaires (huileries et autres industries de transformation) qui détournent la plus value réalisée, à des niveaux modestes mais importants car permettant encore aux femmes de gérer leur propre économie : dépenses sociales en particulier et revenus à court terme.

Les femmes sont aussi dépossédées de leur savoir technique, de la maîtrise de leur production et transformées, dans l'industrie alimentaire précisément, en main d'oeuvre déqualifiée et irresponsable.

Sur un plan plus général, touchant à la fois les hommes et les femmes, les décisions de mise sur le marché des produits échappent au groupe social (en tant que décision raisonnée, contrôlée par l'ensemble des membres du groupe).

Les pressions monétaires diverses (fiscalité, para fiscalité, endettement, consommation, etc...), le contrôle de l'Etat sur la commercialisation, entraînent la mise sur le marché de la quasi totalité des produits, y compris des produits vivriers qui ne constituent pas des surplus, avec comme conséquence :

- une diminution de la sécurité alimentaire ;
- une dégradation de l'alimentation.

La tâche des femmes, qui doivent assurer quotidiennement l'entretien et la reproduction de la force de travail, devient de plus en plus difficile. Dans tous les pays où nous avons travaillé, les femmes se plaignent d'une dégradation réelle de leurs conditions de vie : charges accrues (entretien de la famille), plus de travail, moins de temps et d'argent pour y faire face.

3.4. Les revenus monétaires tirés de la production agricole et de la transformation

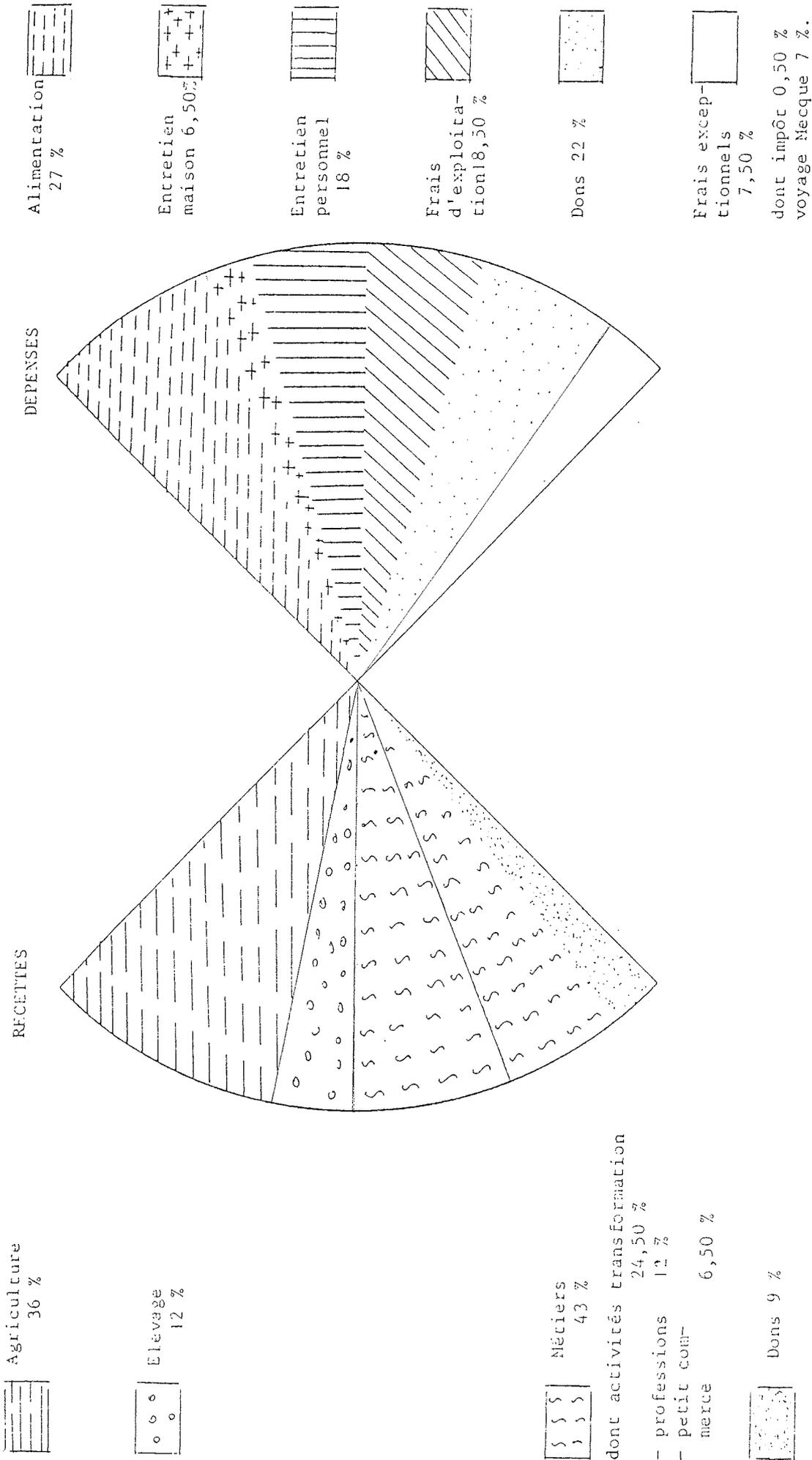
La capacité du groupe à produire et à se reproduire était garantie par un ensemble de normes : modalités d'accès aux ressources productives, division du travail, répartition du produit. Elle était contrôlée, à des niveaux divers, par les membres du groupe et les normes peu remises en cause.

Les comportements nés de la monétarisation : consommation accrue, médiation de plus en plus grande du marché, endettement, individualisation des "stratégies" économiques entraînent des effets visibles au niveau des femmes :

- Prise de conscience de la valeur, en termes monétaires, du travail qu'elles accomplissent, bien qu'il reste sous-tendu par des normes sociales et idéologiques liées à un autre mode de production.

- Prise de conscience d'une exploitation lorsqu'elles voient le revenu monétaire d'un travail auquel elles ont participé (sur les cultures de rente, par exemple) aller au chef de famille qui peut l'accaparer tout en leur laissant la charge accrue de l'entretien familial.
- Revendications et conflits autour de l'appropriation de ce revenu.
- Séparation de plus en plus nette des "économies" des femmes et des hommes malgré les pressions de nature idéologique exercées sur les femmes pour qu'elles mettent leurs propres revenus au service du "bien commun" de la famille (ex. les tontines au Cameroun).

Le graphique qui suit, extrait des résultats d'une enquête sur le budget annuel de 85 femmes hausa, explicite la relation qu'on peut établir entre la prise de conscience par les femmes de la valeur marchande de leur travail et l'aggravation de la séparation des budgets de l'homme et de la femme au sein de la famille.



Source : NIGER. Service de l'Animation au Développement. Département de Zinder, 1975

II - LA REPRODUCTION

Les changements observés dans le domaine de la production se répercutent dans les rapports de reproduction au sein des groupes sociaux ; ils sont ressentis et exprimés plus ou moins explicitement par les femmes : elles sont de plus en plus sollicitées pour assumer davantage de travail et de charges financières dans la production et dans l'entretien de la famille et en contrepartie leur statut et leur "sécurité", matérielle et sociale, sont de plus en plus précaires.

2.1. Le contrôle de la "circulation des femmes"

Dans la communauté domestique, la circulation des femmes faisait l'objet d'une "gestion" - des alliances, de la reproduction sociale,... - qui était assurée par le "doyen" en général. L'ouverture de leur communauté à des communautés multiples conjuguée à l'apparition d'une économie monétarisée ont rendu ce contrôle social difficile puis impossible, de par la multiplicité des alliances, du détournement de signification de la dot qui prend une valeur d'échange.

Le mariage cesse d'être le signe de l'alliance et le moyen de reproduction du groupe pour devenir une "affaire" beaucoup plus individualisée d'appropriation des femmes par l'argent où entrent en concurrence jeunes et vieux, commerçants/fonctionnaires et paysans, ce qui provoque une grande mobilité des femmes à la recherche du "bon" mari, celui qui fera le plus de cadeaux, donnera le plus d'argent.

Dans ce contexte, la polygamie devient une menace qui détermine l'attitude des femmes : refus d'investir du travail sur l'exploitation "familiale", refus d'une solidarité financière avec l'homme, recherche d'une sécurité accrue à travers des activités rémunératrices indépendantes, renforcement des liens matrilineaires et des réseaux de solidarité féminins.

"Si nous considérons la polygamie nous avons constaté au Niger que pour les femmes elle présentait, dans le cadre d'une économie de subsistance, l'avantage de permettre un partage des tâches quotidiennes. Cet avantage reste toujours perçu dans la conscience des femmes. Mais les inconvénients de la polygamie en termes de rivalité et de compétition entre femmes se sont aggravés avec l'apparition de la monnaie et l'accélération des échanges de biens.

De ce fait, la polygamie n'est plus acceptée par les femmes. Dans une économie de marché qui leur permet d'obtenir un revenu personnel, la revendication de l'autonomie économique devient un moyen de lutte contre la polygamie".

(La participation des femmes au développement. IRAM).

2.2. La filiation

Le renforcement des liens matrilineaires, destiné à fournir la "sécurité" des femmes qui disparaît par ailleurs, se repère aussi à travers la revendication de plus en plus fréquente, par les femmes, de la progéniture : généralement les enfants "appartiennent" à la communauté du père et en cas de divorce ou de décès, sont récupérés par celle-ci. La revendication des femmes les amène à prendre délibérément le parti de ne pas se remarier ou de ne pas retourner dans leur village d'origine pour se prémunir contre la restitution des enfants. Ainsi le nombre de femmes-chefs de famille s'accroît partout et il conviendrait d'étudier le phénomène dans toutes ses conséquences.

"Ce qui caractérise la situation des femmes veuves est leur dépendance absolue par rapport à la famille du mari ; selon les relations qu'elles entretenaient avec elle (mais quelquefois cela peut changer après le décès de l'homme), on leur conserve quelques droits ou on leur retire tout. On peut noter que cela est indépendant de la catégorie sociale à laquelle appartenait le mari. "On m'a tout arraché" est dit tant par des femmes non scolarisées en milieu rural que par des femmes elles-mêmes fonctionnaires. Ces cas ne semblent pas rares.

Si les relations sont bonnes, la femme obtiendra le droit de rester dans sa case, de garder ses enfants, une parcelle de terre pour cultiver, selon les moyens de la famille, une aide en céréales." (A. Corrèze. Rapport de mission. Haute-Volta, 1977).

2.3. L'éducation des enfants

Nous avons perçu le problème de l'éducation des enfants à travers les actions et les études que nous avons menées sur le terrain et nous avons fait (sans les approfondir, d'autres l'ont sans doute fait) les remarques suivantes :

- abandon du rôle éducatif des femmes, lié à la surcharge de travail et à l'évolution de leur rôle économique ;
- prise en charge de ce rôle par l'Etat (par le biais de l'école et d'un contrôle sur les organisations traditionnelles : classes d'âge, groupe de travail, etc...) ;
- remise en cause du système de valeurs où le groupe primait sur l'individu et développement des comportements individuels, etc...

2.4. Représentation et idéologie

Dans ce domaine, un des changements les plus remarquables nous semble être la prise de conscience, par les femmes, de la contradiction qui se développe entre ce qui leur est encore demandé au nom de leur rôle traditionnel et de l'ancienne division du travail et la place réelle qu'elles occupent dans les conditions économiques nouvelles.

Par exemple, les actions "santé" qui ont été menées avec les femmes au Niger ont reçu l'approbation et l'appui des hommes aussi longtemps qu'ils ont perçu ces actions conciliables avec le rôle traditionnel des femmes. Dans ce cadre, l'action "nutrition-bouillies de sevrage" a connu une forte opposition des hommes, encadrement en tête, parce que les femmes s'étaient donné une organisation.

La matrone, qui avait reçu une formation à cet effet, préparait quotidiennement les bouillies de sevrage pour tous les enfants concernés, la bouillie était distribuée à chaque mère contre une somme d'argent.

Ainsi, les femmes se débarrassaient de leur rôle de mère par l'argent, telle a été l'interprétation des hommes et la raison profonde de leur opposition.

Un autre exemple encore :

Dans une région de Côte d'Ivoire, pays dida, productrice de riz, les femmes essaient de s'organiser pour conserver une partie de leur récolte et la vendre à meilleur prix au moment où les cours du marché remontent. Mais, traditionnellement le riz est échangé avec du poisson. L'époque de la récolte du riz coïncide avec une période de "soudure" et le besoin d'une alimentation plus diversifiée se fait sentir. La pression des hommes désireux de trouver du poisson dans leur alimentation oblige les femmes à vendre ou échanger l'ensemble de leur récolte et à sacrifier ainsi leurs propres intérêts économiques à leur rôle traditionnel de pourvoyeuses d'aliments.

De cette contradiction, les femmes rurales tirent la conscience d'une certaine exploitation et accentuent des comportements qui traduisent leur malaise et leur insécurité :

- pression monétaire accrue sur les hommes : les femmes rejoignent leur famille maternelle sous le moindre prétexte et ne retournent chez leur mari que contre argent comptant ; elles multiplient les demandes de cadeaux, etc... ;
- valorisation de la femme urbaine - et salariée - qui semble disposer d'un revenu régulier qui lui permet de consommer davantage de produits importés (émaillés, parfums, tissus, etc...) et de mieux entretenir ses relations familiales et sociales ;
- persistance, et parfois renforcement, des réseaux de solidarité (bukis) considéré comme réseau de "sécurité sociale".

Une enquête ayant touché 85 femmes réparties dans 33 villages du département de Zinder, indique qu'elles dépensent environ 22% de leur revenu pour l'entretien des réseaux féminins de solidarité.

L'extrait ci-dessous d'une discussion enregistrée dans la région de Zinder (Niger) entre une "responsable" des femmes (sarkin mata) et une animatrice nous semble bien illustrer l'importance, pour les femmes, de ces réseaux. (les femmes venaient d'évoquer leurs difficultés pour vendre les beignets depuis que la route goudronnée a été construite, loin du village).

Mariama : Est-ce que vous pourriez vous entendre à 2 ou 3 ensemble pour les beignets et le lendemain ce serait le tour des autres pour qu'il n'y ait pas de reste ?

s-mata : Cela n'est pas possible car si demain elle veut aller au buki, est-ce que l'autre avancera de l'argent

Mariama : Est-ce que le buki est quelque chose d'important ?

s-mata : Oui, c'est très important, s'il y a un buki même chez quelqu'un que tu ne connais pas, tu vas quand même, car tu y as avantage, c'est très important car si tu as eu un enfant en plus tu as des cadeaux, car chacun a augmenté

Mariama : Et le jour où c'est toi qui doit donner ?

s-mata : Oui, si on te donne 200 F, il faudra donner 400 F

Mariama : Est-ce que c'est difficile ?

s-mata : Non, on est heureuse, mais il y a de la fatigue car il faut donner le double

Mariama : Expliquez cela

s-mata : Oui, si le jour du buki arrive et que tu es paresseux et que tu n'as même pas 1 F. Et on est heureux le jour où on nous donne, mais pas quand il faut donner ; si tu ne rends pas, il y aura des critiques ; il y en a même qui t'envoient un enfant pour te réclamer. Ces bukis, c'est très difficile, quelquefois on n'a pas d'argent.

Mariama : Est-ce qu'on peut changer cela ?

s-mata : Non, ce n'est pas possible

s-mata : Tu sais bien que si ton enfant accouche, tu ne peux pas ne pas aller

Mariama : Peut-on diminuer les dépenses ?

s-mata : Si on n'a pas d'argent, on égraine le mil et on va vendre, ou même des chèvres ; tout l'argent que l'on gagne passe au buki, pour la nourriture et l'habillement

Mariama : Maintenant pour ce qui est des dépenses, on reverra cela jeudi ; y-a-t-il des femmes qui s'organisent entre elles pour faire un asusu ?

s-mata : Non, elles n'ont pas d'organisation.

- développement des manifestations symboliques où des femmes retrouvent un rôle social valorisé (bori au Niger, vaudou au Bénin,...) ;
- valorisation des "hadja", à la fois symboles de perfection religieuse et de réussite économique (hadja : femme ayant effectué le pèlerinage à La Mecque) qui donne à la femme une meilleure position sociale au sein du village.

Dans l'enquête sur le budget des femmes, évoquée plus haut, deux femmes sur les 85 enquêtées avaient fait dans la période considérée le pèlerinage qui représente pour ces deux femmes 5 années d'épargne : l'une d'entre elles l'avait accumulée en partie sous forme de cheptel, l'a vendu en totalité (200.000 FCFA).

Face aux manifestations de revendication des femmes, le recours habituel à l'idéologie dominante s'organise :

- influence accrue de l'interprétation restrictive de l'Islam, à propos des femmes, par le biais des associations islamiques et des personnalités religieuses qui font de l'obstruction à toute tentative de législation en faveur des femmes ;
- persistance de "l'idéal féminin" occidental : la mère au foyer, gardienne des traditions et du bien-être familial. Les programmes de formation destinés aux femmes sont exemplaires à plus d'un titre : couture, tricot, crochet, cuisine, etc...

Nous ne pouvons pas donner de conclusion à ce qui précède sinon dire que, en ce qui concerne les femmes, les contradictions qui apparaissent à propos de :

- la répartition du travail
- l'accès aux moyens et aux facteurs de production (terre, intrants...)
- l'articulation entre le secteur vivrier et le secteur de rente
- l'utilisation des surplus vivriers et du revenu monétaire

et la manière dont ces contradictions sont résolues au sein du groupe social, nous semblent significatives d'un passage de l'économie domestique à l'économie marchande et qu'il est nécessaire de poursuivre l'analyse de ces contradictions particulièrement à travers la différenciation sociale au sein du groupe "femmes" et l'évolution des comportements féminins par rapport aux dépenses sociales et les liens qu'elles entretiennent, aux relations au sein de la famille, aux réseaux féminins et aux modèles féminins dominants.

Tableaux d'éléments de recherche sur

LES INDICATEURS TRANSITION FEMMES

- Quelques points clés
- Faits observés
- Phénomènes à observer

.../...

POINTS CLEFS	FAITS	AXES DE RECHERCHE
<p><u>LE TRAVAIL</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Modifications importantes au niveau de : <ul style="list-style-type: none"> • la nature du travail agricole des femmes • la division du travail entre les hommes et les femmes • le temps de travail des femmes • charge de travail totale augmentée - articulation difficile entre productions rente/vivrières champs communs/champs propres - Entraînées par double objectif capitalisme <ul style="list-style-type: none"> • cultures rente • insertion dans marché : consommation pressions monétaires 	<p style="text-align: center;"><u>PRODUCTION</u></p> <p><u>Articulation rente/vivrier</u></p> <p>NIGER : remise en question de la répartition de la force de travail des ♀, sur les différents jours de la semaine (jours consacrés au champ collectif où est produit le mil et aux champs personnels des femmes)</p> <p>CAMEROUN : superposition calendriers culturaux cacao/arachide ♂ + ♀</p> <p>R.C.A. : introduction coton dans zone productrice mil (travail commun hommes et femmes) → substitution progressive du manioc au mil, entièrement assuré par les femmes.</p> <p style="text-align: center;">↓</p> <ul style="list-style-type: none"> - Transfert force de travail masculine vers culture rente - Augmentation charge travail féminine (vivrier + rente) - Conflits à propos de l'utilisation de la force de travail - Disparition de l'arbitrage social (effectué auparavant par chef de lignage ou de clan) et de certaines formes de division du travail <p style="text-align: center;"><u>Vivrier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Soit est laissé de plus en plus totalement aux femmes, - Soit, quand il devient marchandise, est alors récupéré par les hommes <ul style="list-style-type: none"> ex. du plantain au Cameroun du manioc au Congo du maraîchage un peu partout - Cela va même jusqu'aux produits de cueillette (ex. karitéen H. Volta) - Prise de conscience de la valeur monétaire de leur travail lié aux obligations familiales 	<p>- Evolution de la division sexuelle du travail</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etude des conflits qui naissent à ce propos et de la façon dont ils sont arbitrés - Evolution du rapport vivrier/rente <ul style="list-style-type: none"> • superficies respectives • temps de travaux (différenciés ♂ ♀) • fluctuations selon prix du marché, selon pressions monétaires, etc ...

POINTS CLEFS	FAITS	AXES DE RECHERCHE
<p><u>LA TERRE</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Reste une donnée essentielle - Avec accroissement du marché, y compris pour le vivrier, devient enjeu et lieu d'appropriation individuelle 	<ul style="list-style-type: none"> - Acquisition individuelle par héritage, achat ou défrichage (Niger) - Terres récupérées par les hommes (Haute Volta) <ul style="list-style-type: none"> - Pressions sur le revenu monétaire des femmes <ul style="list-style-type: none"> . liées à leur statut traditionnel . fiscales et péri-fiscales - Ponctions par transporteurs, agents de l'état, etc ... - Difficultés d'accès au crédit accentuées pour les femmes 	<ul style="list-style-type: none"> - Evolution des structures foncières - Evolution systèmes de production <ul style="list-style-type: none"> . origine des terres cultivées par les et modalités du droit d'usage . quand terre est facteur rare est-ce que des ϕ continuent à y avoir accès : pourquoi et comment ? . qui arbitre les conflits entre les O^m et les ϕ en ce qui concerne l'accès aux terres et le système de production (rotations par ex.), et comment ? . l'accès à la terre est-il facteur de différenciation sociale chez les femmes ? - Répartition et utilisation du revenu monétaire provenant des cultures de rente - Origine des revenus monétaires des femmes et utilisation (accumulation, ponctions, dépenses liées aux obligations sociales) - Qui contrôle réellement utilisation du revenu des femmes : <ul style="list-style-type: none"> . systèmes d'imposition . tontines . etc ... - Qui possède le numéraire, comment y a-t-on accès, comment circule-t-il ? (différencier Hommes et Femmes) - Quel capital est investi dans l'agriculture des femmes, par qui, comment ?

POINTS CLEFS	FAITS	AXES DE RECHERCHE
<p><u>CONTROLE SOCIAL DU PRODUIT</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Autrefois exercé par le grand groupe et pas remis en question par les Femmes - Quand produit devient marchand, il est contrôlé de façon plus individualisée - <u>Revenus monétaires tirés de la production</u> 	<ul style="list-style-type: none"> - Transfert aux Femmes de charges financières de plus en plus diverses et importantes (entretien de la famille, scolarité, etc ...) - Entraîne un sur-travail des femmes - Valorisation monétaire du travail des femmes et conscience d'une situation d'exploitation - Revendication des ♀ sur revenu tiré des cultures de rente - Consommation accrue et de plus en plus orientée vers les produits d'importation - Endettement - Consommation individualisée 	<ul style="list-style-type: none"> - Qui a, en dernier ressort, le contrôle ? - Etude des conflits liés au contrôle des revenus
<p>- <u>Produit matière</u> <u>Semences</u></p> <p>Accès des ♀ aux semences garanti dans un cadre social organisé</p> <p>Modifications liées à l'intervention de l'Etat</p> <p><u>Vivrier</u></p> <p><u>LA TRANSFORMATION DES PRODUITS - LA COMMERCIALISATION</u></p> <p>Est un lieu où peut s'opérer l'extorsion de la plus value</p> <p>La commercialisation des produits ressort de plus en plus du contrôle des organismes de l'Etat</p>	<ul style="list-style-type: none"> - ♀ sont privées de l'accès aux semences sinon par voies détournées ou indirectes ex. arachides Niger - Spéculation sur les semences - Naissance de rapports de force entre O♂ pour l'appropriation du vivrier en vue du marché - Dépossession progressive des ♀ de leurs activités de transformation par la petite et grande industrialisation <ul style="list-style-type: none"> ex. fabrication huile arachide décorticage et stuvage du riz beurre de karité etc ... - Récupération de la force de travail féminine pour des emplois déqualifiés dans les industries de transformation - Endettement et pressions monétaires entraînant mise sur le marché du vivrier 	<ul style="list-style-type: none"> - Qui contrôle les semences et comment ? - Comment s'opère le transfert au marché - Utilisation du revenu tiré du vivrier - Evolution des activités de transformation des ♀ et des revenus tirés de ces activités

POINTS CLEFS	FAITS	AXES DE RECHERCHE
<p>Les décisions de mise sur le marché des produits échappe au groupe social</p> <p><u>LA REPRODUCTION</u></p> <p>Systèmes de contrôle de la circulation des femmes</p> <ul style="list-style-type: none"> • perte de ce contrôle par la communauté domestique • individualisation progressive de l'appropriation des femmes par l'argent • polygamie comme source de force de travail <p>Filiation</p> <p>Reproduction liée à l'appropriation de la progéniture par la Communauté Domestique</p> <p>Système d'éducation : élément nécessaire à la reproduction</p> <p>Systèmes de représentation et idéologie</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Diminution de la sécurité alimentaire • Multiplication des divorces, "mobilité conjugale" • Monétarisation de la dot qui perd sa valeur symbolique • Renforcement des "liens matrilinéaires" et des réseaux féminins • Polygamie devient une menace : ♀ recherche sécurité à travers activités économiques rémunératrices • Augmentation du nombre de femmes "chefs de famille" • Revendication des femmes sur la progéniture • Abandon du rôle éducatif des femmes lié à la surcharge de travail et à l'évolution du rôle économique des femmes • Remise en cause des systèmes de valeurs • Prise en charge du système éducatif par l'Etat (contrôle des organisations traditionnelles et religieuses, des classes d'âges, des tons, etc ...) • Développement des manifestations symboliques (boré, vaudou, ...) • Modèle "hadjja" (femmes ayant effectué le pèlerinage à la Mecque) • Valorisation des femmes urbaines • Développement des associations islamiques et de leur influence sur la condition des femmes • Utilisation du "modèle féminin" pour pressions économiques : ex. Côte d'Ivoire = exigence de consommation de poisson de la part des hommes entraînant vente forcée de riz, produit par les femmes, à bas prix ex. des "centres féminins" créés pour la "formation" des femmes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Qui demande, qui obtient le divorce ? Raisons invoquées • Etude de l'évolution des dépenses sociales • Valorisation de la femme comme "agent économique" fournisseur de sur-travail ? • Qui sont les femmes chefs de famille ? Pourquoi ? Quels réseaux organisent-elles ? • Evolution de la "garde des enfants" • Etude des systèmes d'éducation mis en place comme moyens idéologiques (continu - méthodes - etc ...) • Etude des cultes et des groupes d'adeptes • Rôle des associations islamiques, composition sociale, manifestations d'influence etc ... • Etude du "modèle féminin" véhiculé et intériorisé

BIBLIOGRAPHIE SUCCINCTE

- ADRIEN-RONGIER M.F. - Réflexion sur la situation de la femme à travers ses aspects économiques et sociaux. Société GBAYA-BOORO (Centre Afrique), EHESS, 1979.
- C.E.S.A.O. - La parole aux femmes rurales. Construire ensemble. 1980. 1/2.
- CORREZE A. - La situation des femmes de l'Association des Veuves et Orphelins de Haute Volta. IRAM. 1977.
- I.R.A.M. - La participation des femmes au développement (à propos d'une action d'Animation Rurale Féminine en République du Niger, 1966-1975). 1976.
- I.R.A.M. - La production agricole des femmes et les conditions de leur intégration dans les coopératives du Niger (non publié - étude en cours). 1979.
- MEILLASSOUX Cl. - Femmes, greniers et capitaux. Paris. 1975.
- SERVICE DE L'ANIMATION AU DEVELOPPEMENT - Rapport d'activités. Département de Zinder, Niger. 1970.
- RAYNAUT Cl. - La circulation marchande des céréales et les mécanismes d'inégalité économique. Cahier du C.E.R.E. Bordeaux. 1973.

Les faits ayant servi de base à notre réflexion ont pour source :

- Les missions réalisées (entretiens avec les cadres, avec les hommes et les femmes des villages).

- NIGER
- Programme d'animation rurale féminine (1966-1972).
 - Etude sur la production agricole des femmes et les conditions de leur intégration dans les coopératives (1979-1980).
- MALI
- Formation de l'encadrement féminin de la Direction Nationale de la Coopération (1976-1977).
 - Evaluation des actions de formation féminine dans différents secteurs (1976).
- MAURITANIE
- Formation et organisation paysanne sur un aménagement hydro-agricole (1977-1979).
- HAUTE VOLTA
- Identification des problèmes spécifiques des veuves chefs de famille (1977).
- CAMEROUN
- Etude sur l'Education et la Formation Agricole au Cameroun. La Promotion de la Femme Camerounaise (1973).
 - Etude de factibilité d'un projet de développement des cultures vivrières et d'organisation des femmes (1979).
- COTE D'IVOIRE
- Evaluation d'équipes féminines d'éducation sanitaire et nutritionnelle (1975).
- Les documents suivants (extérieurs à l'IRAM) :
- The Women's Farming System - The Lekie Southern Cameroon. Jane Y. GUYER, 1977.
 - Difficultés et espoirs de l'animation féminine en pays dida. Ninon SCHOPFLIN, 1975.
 - Familles et femmes rurales du Pool (Congo). MT. ABELA, 1979.
 - Réflexion sur la situation de la femme à travers ses aspects économiques et sociaux. Société GBAYA-BOORA (Centre Afrique). A. ADRIEN-RONGIER, 1979.
 - Femmes, Greniers et Capitaux. MEILLASSOUX. Maspero, 1975.